

# L'ÉDUCATION MATERNELLE DANS L'ÉCOLE

## DEUXIÈME PARTIE - L'ÉCOLE MATERNELLE DOIT ÊTRE LE REFUGE CONFORTABLE ET ENSOLEILLÉ DE L'ENFANT PAUVRE

---

### **CHAPITRE V - Le patronage.**

L'organisation du bien-être dans les écoles ne peut guère être résolue que par le patronage ; malheureusement celui-ci est loin d'exister partout, et dans les villes où il fonctionne, il ne donne pas tout ce que l'on est en droit d'en espérer. Dans beaucoup de villes, il se fourvoie, prétend remplacer l'inspection et devient par cela même une gêne. Les droits et les devoirs respectifs de chacun n'ont pas été nettement établis. J'en ai fait la preuve très fréquemment ; en voici un exemple :

Une jeune femme, avec laquelle j'ai des relations très agréables, ayant été nommée patronne des écoles maternelles de son quartier, m'avait priée de l'accompagner dans une de ses visites : ce que j'avais accepté avec grand plaisir. Comme nous quittons l'école, après deux heures passées au milieu des enfants, elle me dit : « Je suis toute disposée à remplir mon devoir, et je sens même qu'il va me passionner, ; mais il faut bien avouer que j'ignore en quoi il consiste, et je n'ai reçu aucune instruction...

– Vous avez, chère madame, le droit et le devoir d'être perspicace et généreuse.

– C'est évident ; mais... ensuite ?

– C'est tout. » Et comme elle manifestait un étonnement mêlé d'une pointe de scandale : « Votre part est encore belle, lui dis-je. Vous allez y dépenser non seulement de l'argent, mais du cœur et de la sagacité. Faire du bien aux petits est une science qui ne s'acquiert qu'au prix de beaucoup d'études et d'expériences. Le but de l'école maternelle est de donner à l'enfant le bien-être qui lui manque chez lui et les bonnes habitudes que ses parents ignorent ; or ce bien-être et ces bonnes habitudes dépendent, en grande partie, d'une organisation matérielle que les municipalités ne sont pas toujours en état de procurer, et que nous attendons de vous ; non des comités d'autrefois, dont les attributions n'étaient pas suffisamment définies, mais de comités investis de droits précis, ne se préoccupant ni de l'emploi du temps, ni des méthodes, ni des procédés, ni des programmes, ni, des livres, toutes choses qui sont du ressort exclusif de l'administration, représentée par les inspecteurs et les inspectrices, mais se montrant dévoués et généreux, sans que leurs libéralités présentent le caractère de l'aumône, antipathique à nos mœurs républicaines.

Ainsi, pour nous borner à ce que nous avons vu aujourd'hui, les enfants sont, pour la plupart, mal chaussés, mal vêtus : il faudrait des chaussures et des vêtements au vestiaire (ces chaussures et ces vêtements resteraient à l'école) ; la plupart aussi sont pâles, ils ont les membres grêles, des bobos à la figure ou à la tête ; il faudrait aux uns des dépuratifs, à d'autres des réconfortants, à d'autres encore des médicaments au phosphate de chaux. Mais ce n'est pas tout : quelques-uns auraient besoin de lunettes,

quelques autres d'appareils orthopédiques... Le patronage devrait donc donner des médicaments et des appareils, en même temps que des vêtements et des chaussures.

« Avez-vous remarqué le petit nombre d'enfants ayant un mouchoir de poche ? Or le mouchoir est indispensable si l'on veut faire acquérir des habitudes de propreté. Et les serviettes au lavabo ? et les serviettes pour le repas ?

« Autre chose encore au moment du dessin, tous les enfants ont craché sur leur ardoise et ils l'ont essuyée, celui-ci avec son mouchoir, celui-là avec son tablier, un troisième avec sa manche. Il faudrait de petits tampons de laine que l'on suspendrait à des clous fixés à chaque place. Et des jouets ! Vous qui êtes maman, vous savez bien qu'ils sont un élément essentiel de l'éducation ; leur absence fait de l'école un séjour mélancolique, et elle centuple les difficultés des maîtresses : donnez des jouets en quantité !

« Mais je n'ai pas fini. Les directrices connaissent peut-être les misères et les douleurs des familles qui leur confient des enfants ; elles connaissent même pis que cela : les vices, les cruautés de quelques parents... Le devoir de la dame patronnesse est de s'informer et d'aller apporter dans ces tristes milieux soulagement, consolations, lumières morales...

« Tenez, une de vos collègues, patronnesse de l'un des quartiers les plus peuplés de Paris, m'a écrit, il y a quelques jours, pour me demander un moment d'entretien, que je me suis hâtée de lui accorder. Il s'agissait d'un enfant malheureux. Le pauvre petit (il a cinq ans et demi à peu près) a été abandonné par sa mère. Son père s'est créé immédiatement un nouvel intérieur. La femme qu'il a choisie n'aime pas les enfants ; elle en a à elle dont elle s'est débarrassée en les plaçant on ne sait où. Il est facile alors de se figurer que le pauvre petit est le paria de la maison. Il n'est peut-être pas brutalisé d'une manière aussi scandaleuse que quelques autres dont les journaux racontent le supplice, mais il est mal couvert (des vêtements chauds donnés par la directrice ont été vendus ou distribués ailleurs) ; son panier ne contient jamais autre chose que du pain sec. L'enfant étant malade il y a quelques jours, et grelottant de fièvre, ayant été reconduit chez son père, par les soins de la directrice, a été brutalement apostrophé et renvoyé dans la rue... Bref, une de ces nombreuses victimes, dont nous devrions avoir la pensée obsédée, et dont le supplice est une honte pour l'humanité ; un de ces petits martyrs qui, plus tard, punissent la société de son indifférence et de son égoïsme impardonnables car c'est surtout parmi eux que se rencontrent d'abord les vagabonds et les voleurs, puis les assassins.

« Nous sommes allées ensemble voir le pauvre petit à l'école maternelle ; il a le front proéminent, les jambes comme des fils, et puis « il devient méchant », me dit la directrice : il faut l'arracher à son détestable milieu. Son père, qui ne l'aime pas assez pour le protéger et lui faire au misérable foyer sa toute petite place, veut bien le confier à une société qui le fera soigner et élever...

« Huit jours après, l'enfant était recueilli par *le Sauvetage de l'Enfance* ; il se fortifiera, je l'espère, et, en tout cas, il sera heureux. »

Ma jeune amie a compris.

Mais la question mérite que l'on s'y arrête un instant.

D'abord, pourquoi le patronage est-il nécessaire ? pourquoi son absence constitue-t-elle une lacune si regrettable ?

Les familles dont les enfants fréquentent nos écoles publiques peuvent se diviser en deux catégories, qui comporteraient, il est vrai, de nombreuses subdivisions : celles qui, ayant le souci de l'éducation morale de leurs enfants, ne peuvent à la fois gagner leur vie et les surveiller ; et celles qui ne s'en préoccupent absolument pas, se trouvant satisfaites pourvu que leurs fils et leurs filles ne leur causent aucun embarras, pourvu surtout qu'ils n'attirent pas sur eux l'attention toujours inquiétante de la justice. Dans l'un et l'autre cas, les enfants ne sont pas surveillés en dehors de l'école. Les bons ouvriers sortent de la maison le matin et n'y rentrent que le soir ; les autres sont chez eux à des heures irrégulières et il est même désirable que leurs enfants n'y soient pas à ces heures-là.

Quant au dimanche, c'est, en général, dans les grandes villes, le jour où la mère de famille soucieuse de ses devoirs passe la plus grande partie de la journée à la maison, pour mettre en ordre le ménage, pour réparer les vêtements de travail. Le père, même très honnête, n'a que rarement la vocation de bonne d'enfants ; conduire à la promenade n'est pas son fort. D'ailleurs, « à dix ans, à douze ans, on n'a plus besoin, dit-il, d'être attaché à la robe de sa mère ni à la redingote de son père ; c'est le moment d'apprendre à voler de ses propres ailes, de se grouper entre camarades... » Et l'enfant, non surveillé, prend de mauvaises habitudes ; le petit garçon fume ; au lieu d'acheter des friandises, il goûte chez le marchand de vin à la liqueur des grands, la petite fille s'oublie déjà à des rêves de luxe malsain, à des conversations désolantes, entretenues par l'imagerie des kiosques, par les infamies que beaucoup de journaux à un sou font distribuer gratis... Nous avons reçu maintes visites de parents angoissés qui nous suppliaient de les remplacer auprès de leurs enfants, que, malgré leur bonne volonté, ils ne pouvaient surveiller d'assez près. Et nous nous devons à leurs enfants autant qu'à ceux dont les familles sont insouciantes ou inconscientes ; nous nous devons de sauvegarder la moralité des enfants du peuple, et c'est aux comités de patronage que nous demanderons de nous venir en aide.

L'école, à tous ses degrés, fait, en sa qualité d'école, tout ce qu'elle peut faire ; et à moins de doubler son personnel, qui finirait par succomber aux fatigues accumulées de l'enseignement proprement dit et de la direction morale, il faudra bien organiser une ligue agissante contre la rue, c'est-à-dire contre le soleil de la canicule, qui occasionne des maladies du cerveau ; contre le froid et l'humidité, avec leur cortège de maladies des bronches et de la poitrine ; contre les voitures, qui écrasent ou mutilent ; contre les chevaux échappés, contre les pierres qui tombent des corniches, et en même temps contre les spectacles immoraux donnés quotidiennement et gratis par la rue aux pauvres enfants qui ne peuvent s'en défendre. Qu'est-ce, en effet, que les blessures du corps comparées à la souillure indélébile de l'âme ? Ne préférons-nous pas, les unes et les autres, voir notre enfant couché dans le cercueil que de le savoir à jamais, perdu pour le bien ?

Ces dangers étant connus – ils ne sont hélas que trop précis, – il faut guérir ceux qu'ils ont atteints, et il faut surtout en préserver ceux qu'ils n'ont encore qu'effleurés.

Les enfants le plus cruellement entamés par la maladie morale, on les trouve souvent, dans les postes de police, au Dépôt, au tribunal correctionnel, en prison. Ceux qui sont à peine effleurés, ce sont ceux que le *Sauvetage de l'Enfance* et d'autres sociétés philanthropiques essayent de soustraire à la mendicité, au vagabondage et à leurs détestables conséquences. En deux mots, les enfants démoralisés relèvent plutôt, à l'heure actuelle, de l'administration pénitentiaire, et les enfants en danger moral dûment constaté, des associations de bienfaisance. Il est superflu d'ajouter que nous rêvons de voir diminuer graduellement, jusqu'à extinction complète, le nombre de ceux qui sont soumis au régime pénitentiaire, et que nous appelons de tous nos vœux le jour où, grâce à la moralisation de la famille, les sociétés de bienfaisance n'auront plus à s'occuper que du bien-être matériel des enfants pauvres. Mais, pour hâter l'avènement de cette époque bénie où un enfant en danger moral sera une exception, il est de toute nécessité de créer dans tout le pays des sociétés locales de patronage, qui seront pour la santé morale de sa population ce que les sociétés d'hygiène sont pour sa santé physique.

Faisant abstraction des centaines de petits qui encombrent nos écoles maternelles et qui devraient être auprès de leurs mères, occupons-nous des milliers d'enfants qui y sont si bien à leur place, qu'il faudrait les réquisitionner s'ils n'y venaient pas. Ce sont des enfants d'ouvrières ou de femmes malades, ou bien ce sont des enfants orphelins de mère. Ceux-là n'ont presque jamais chez eux le bien-être nécessaire à leur développement physique, ils n'y ont pas davantage la joie indispensable à leur développement moral. Il leur faudrait, pour le repas du soir, une nourriture aussi réconfortante que celle que fournit à midi la cantine de l'école ; il leur faudrait à l'heure du lever, à l'heure du coucher, des soins que leur mère n'a presque jamais le temps de leur donner ; il leur faudrait quelquefois de ces bonnes fêtes qui épanouissent l'âme, et dont le souvenir fait passer des éclairs dans les yeux ; il faudrait, enfin, à quelques-uns un séjour annuel de plusieurs semaines à la campagne.

Le comité local leur doit tout cela, et ne me dites pas qu'il ne pourra jamais le leur donner, et que mon rêve restera toujours à l'état de rêve, car j'en connais un qui réalise ces miracles<sup>1</sup>.

Mais s'il y a trop d'enfants de deux à six ans qui vont à l'école maternelle – je fais de nouveau allusion ici à ceux que leurs mères pourraient garder, – il y en a trop aussi qui n'y vont pas, et ce sont justement ceux pour qui elle serait une délivrance, un paradis. Ce sont, d'une part, les pauvrets qui restent dans leurs taudis parce qu'ils ne sont pas vêtus ; ce sont, d'autre part, ceux qui errent et mendient. Les uns et les autres relèvent du comité de patronage. Il ira chercher les premiers à domicile, il les fera propres et beaux, puis il les enverra à l'école ; quant aux autres, se faisant l'auxiliaire de la Société contre la mendicité des enfants, dont nous avons parlé dans un chapitre précédent, il les prendra par la main, dans les rues, et il les conduira à l'école aussi, s'il en est temps encore, c'est-à-dire s'ils ne constituent pas un danger pour les autres écoliers. Il fera ainsi œuvre de préservation sociale, et désormais nous ne recevrons plus de confidences douloureuses comme celle que me faisait, il y a quelques jours, un

---

<sup>1</sup> *Œuvre de Vaugirard*, dont la présidente est Mme de Pressensé.

de mes amis, inspecteur dans un département de l'Est : « On me signale chaque mois, m'écrivait-il, par l'extrait du registre d'appel, plus d'enfants que je ne l'aurais jamais cru qui ne fréquentent pas l'école, mendiant, vagabondant. J'ai essayé dès le premier mois de les faire rentrer à l'école, mais la plupart sont si *vermineux*, si déguenillés et parfois si corrompus, que l'on ne peut les admettre avec les autres élèves. »

A mesure que l'enfant grandit, la nécessité du patronage s'affirme davantage. Ses besoins matériels sont plus considérables, et le budget de sa famille n'augmente cependant pas en proportion de son appétit. Quant à la surveillance morale, elle doit se faire à la fois plus active et plus délicate ; le patronage, qui a d'abord suivi l'enfant de la maison à l'école, le suivra de l'école à la maison, et plus tard de la maison à l'atelier, et ne se croira quitte de ses devoirs que lorsque l'ouvrier, devenu homme à son tour, sera capable de faire pour d'autres ce que, pendant tant d'années, les autres auront fait pour lui.

Car si l'école est déjà un bienfait incontestable, pour qu'elle soit le bienfait suprême, il faut que l'écolier soit, pour ainsi dire, enveloppé par une sollicitude éclairée et incessante. Pendant les heures de classe, pendant les récréations, cette sollicitude incombe au personnel enseignant, dont elle ennoblit singulièrement la tâche ; mais en dehors de l'école l'enfant doit trouver le patronage.

En dehors de l'école il y a, je le répète, la rue odieuse qui guette l'écolier et à laquelle nous nous promettons de l'arracher.

Pour atteindre notre but, il suffirait, me semble-t-il, de créer, à côté de l'école, des abris hospitaliers qui recevraient les écoliers pendant tout le temps que leurs parents sont hors de chez eux. Dans ces abris, les enfants seraient occupés, surveillés et joyeux.

L'idée est pratiquée dans quelques pays étrangers ; j'ai reçu tout récemment de Suède une très intéressante brochure qui répond absolument à nos préoccupations à ce sujet :

« Les ouvroirs de Stockholm sont des écoles gratuites pour les enfants pauvres de sept à quatorze ans. Ils ont pour but de leur inspirer de bonne heure l'amour du travail, *de les sauver ainsi du danger d'aller mendier dans les rues pendant leurs heures de loisir*, et de leur donner l'habitude de gagner eux-mêmes, par des ouvrages manuels, leur dîner ou leur souper et aussi de l'argent pour s'habiller...

« Les enfants y apprennent à faire des ouvrages manuels qui plus tard leur seront utiles : à coudre, à tricoter, à raccommoder leurs habits, leurs bas, leurs souliers ; les grands garçons, même ceux de douze ans, raccommodent leurs bas et quelquefois ceux de leurs sœurs.

« *Tous ces enfants fréquentent l'école primaire, et l'œuvre, dirigée gratuitement par des femmes de la classe aisée, est en excellentes relations avec les maîtres et les maîtresses, qui choisissent pour les envoyer à l'ouvroir les enfants orphelins et ceux qui, par telle ou telle circonstance accidentelle ou habituelle, ne sont pas surveillés par leurs parents.*

« On tâche surtout d'avoir une influence morale sur les enfants ; la discipline est moins rigoureuse que dans les écoles (où ils vont tous, je le répète), et l'on ne néglige aucune occasion de mettre un peu de joie et de soleil dans ces petites vies qui en ont si

peu. *C'est parce qu'il faut faire concurrence à la rue, qui a pour eux tant d'attraits*, que l'on offre à ces enfants des occupations qui leur plaisent : la confection de corbeilles et de paniers en copeaux, de jolies choses pour l'arbre de Noël, de meubles pour la maison, de jouets, etc., etc. »

Et les enfants s'attachent à l'ouvrage et à ses bienfaitrices directrices. Une jeune dame de la meilleure société de Stockholm m'a raconté que, le jour de son départ pour Paris au moment de l'Exposition universelle, elle a vu arriver les garçons de sa classe, qui lui ont demandé la permission de faire sa malle, et lui ont apporté un bouquet d'anémones qu'ils étaient allés cueillir à cinq heures du matin dans les bois des environs.

L'idée est donc pratique ; peut-être en ferons-nous *autre chose* que les Suédois, mais ce qui est important, c'est que nous en fassions quelque chose de bon.

Le jeudi et le dimanche, notre ouvrage, notre abri, appelez-le comme vous voudrez, ou, si vous aimez mieux, le préau de nos écoles, devrait être transformé en une salle d'occupations attrayantes et en salle de récréation pour les jours de pluie ; la cour ou le jardin serait, au contraire, le lieu de réunion les jours de beau temps. On installerait des jeux comme dans les fêtes publiques : raquettes, grâces, croquet tonneau, lanternes magiques ; les grands se grouperaient pour des délassements intellectuels : lecture, charades ; on apprendrait des chœurs, on organiserait des fêtes de famille ; plusieurs fois par an, les diverses sections d'un même quartier fusionneraient. Tout cela sans porter préjudice aux excursions du printemps et de l'été ; car il est nécessaire de conduire les enfants à la campagne. Beaucoup d'enfants des grandes villes ne connaissent que les arbres des boulevards, tous taillés sur un même modèle, tous rangés en longues files monotones. Il faut les initier à la poésie exquise de la rivièrè moirée, que le soleil crible d'aiguilles d'or, et pour cela organiser des « parties » de campagne, des repas champêtres, un des bonheurs de ceux qui sont jeunes et même de ceux qui ne le sont plus. – Nos élèves rapporteraient, de ces journées au grand air, des provisions de force et des souvenirs joyeux.

Je me résume.

Ce qui a manqué jusqu'ici aux enfants du peuple, c'est d'être groupés, sous une surveillance vigilante et aimable ; si beaucoup ont succombé moralement, s'il en succombe tous les jours, c'est que nous n'avons pas su nous associer pour leur tendre la main. Le moment est venu de combler cette lacune ; mettons-nous à l'œuvre ; nos écoles les accueillent ; mais ce n'est pas assez de les accueillir, il faut les soigner, les distraire, les aimer et les préserver. Notre rôle ne doit cesser que lorsque les écoliers, que nous avons connus bébés à l'école maternelle, sont devenus des hommes et des femmes de bien.